

"Un chapitre nouveau dans les relations franco-allemandes" dans Luxemburger Wort (13 mai 1950)

Légende: Le 13 mai 1950, le quotidien Luxemburger Wort analyse les réactions luxembourgeoises et étrangères à la proposition Schuman de mettre en commun la production européenne de charbon et d'acier.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 13.05.1950, n° 133/134; 103e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul.

Copyright: (c) Imprimerie Saint-Paul s.a.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"un_chapitre_nouveau_dans_les_relations_franco_allemandes"_dans_luxemburger_wort_13_mai_1950-fr-07e42f77-1420-46bd-90c1-e96987f27d54.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Un chapitre nouveau dans les relations franco-allemandes

De notre correspondant parisien

Aux conversations de Lancaster House M. Robert Schuman fait figure de vedette. A l'ordre du jour ne figure pas la proposition française relative à la création d'un programme nouveau chargé de la gestion en commun de la production franco-allemande de charbon et d'acier, auquel d'autres pays européens notamment le Luxembourg seraient amenés, éventuellement, à participer. Mais à un journaliste qui le lui faisait remarquer, M. Robert Schuman réplique plaisamment :

« Il pourra nous arriver d'en parler au dessert ! »

Euphémisme diplomatique qu'il faut ainsi interpréter : « L'initiative révolutionnaire du Quai d'Orsay constituera le morceau de résistance de la conférence. »

On sait déjà comment a été accueilli, en Europe et en Amérique, ce projet de « pool » européen du charbon et de l'acier. Les réactions internationales sont, dans l'ensemble, favorables. Quoique réservant son jugement définitif, le secrétaire d'Etat Dean Acheson a exprimé publiquement sa sympathie et son approbation pour le sens et la portée de l'initiative française. A Bonn, en dépit du scepticisme socialiste, ce plan suscite des espoirs enthousiastes et ranime l'idée d'un rapprochement franco-allemand, mise en veilleuse depuis le malencontreux voyage de M. Schuman en Allemagne au début de janvier. L'Italie qui ne produit ni fer ni charbon entrevoit déjà la possibilité de diminuer les prix de revient de ses machines, de son outillage, de ses voitures automobiles. En Angleterre, on se montre quelque peu choqué du secret qui a entouré la préparation du projet français, mais, sur le fond, le Foreign Office ne se montre pas défavorable à cette intégration économique encore que le « combinat » franco-allemand puisse constituer un dangereux concurrent pour la métallurgie britannique.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner quelles sont, en France, les réactions des diverses couches de l'opinion.

Observons d'abord qu'il ne s'agit pas seulement d'un geste courageux de M. Robert Schuman. Le gouvernement français tout entier est engagé par la démarche du ministre des affaires étrangères : quelques heures avant que ce plan ne soit révélé les représentants du M.R.P. et des radicaux au conseil des ministres avaient donné leur appui.

Naturellement, toute la presse de Paris et de province consacre de grosses manchettes pour souligner « l'importance capitale » de cette suggestion qui tend, selon le mot de M. Schuman, à rendre toute guerre entre la France et l'Allemagne « non seulement impensable mais matériellement impossible ».

De M. Paul Reynaud à M. P. O. Lapie (S.F.I.O.) on reconnaît partout que, ont a parfois reproché à la politique française de manquer d'idées constructives, la proposition du 9 mai apporte une contribution qui pourrait être décisive à la cause de l'Union européenne c'est-à-dire de la paix. Après cette initiative qui fait suite à trois semaines de distance, à l'idée mort-née d'un Haut Conseil Atlantique lancée à Lyon par M. Bidault, l'éditorialiste de l'« AUBE » a beau jeu d'ironiser sur « les prochains réquisitoires entre l'immobilisme de la diplomatie française ».

Il n'y a guère que le parti communiste pour écarter délibérément la conception d'une mise en commun des industries-clé européennes. Les injures de l'« HUMANITE » n'ont même plus le mérite de l'originalité. Pour l'organe communiste, c'est une fois de plus « une trahison monstrueuse et cynique de la France, de son indépendance et de sa liberté ». Et d'ajouter : « c'est toute l'industrie française du charbon et de l'acier que Schuman voudrait livrer aux Krupp et aux Thyssen ».

Le sentiment général, en France comme ailleurs, est qu'il faudra du temps pour surmonter les difficultés psychologiques et techniques dont M. Robert Schuman, du reste, ne s'est pas dissimulé l'importance.

Chez les socialistes, en particulier, on se montre inquiet au sujet du régime de propriété des entreprises.

Dans sa déclaration M. Schuman a prévu pour diriger la nouvelle organisation «des personnalités indépendantes désignées par les gouvernements ». Et le « Populaire » de conclure : « Les personnalités actuellement susceptibles de l'être ne peuvent qu'appartenir aux milieux capitalistes, et même en ce qui concerne les allemandes, aux milieux qui ont favorisé l'ascension de Hitler. »

Un autre organe d'inspiration socialiste « Combat » demande : « que devient la limitation à 11.100.000 tonnes de la production allemande d'acier ? » A propos de chiffres, précisons que la Ruhr a remplacé les Etats-Unis comme principal fournisseur de la France en Charbon (300.000 tonnes en mars dernier) mais, contrairement à une opinion souvent répandue, la France ne fournit presque pas de minerais de fer à l'Allemagne.

En dépit de toutes les objections, justifiées ou non, que rencontre nécessairement une initiative aussi audacieuse on ne peut rien qu'elle soit de nature à ouvrir un chapitre nouveau dans les relations franco-allemandes. Elle engage, par conséquent, l'avenir de l'Europe.